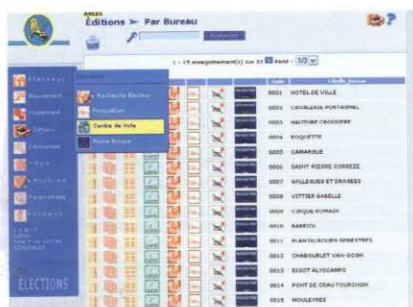


Gestion des élections "Open" pour la ville d'Arles

"Au départ, il y a une volonté des élus. Ensuite, il y a les circonstances. Le logiciel que nous utilisons depuis plusieurs années allait subir un changement de version, puisque la précédente datait de 1997. La facture s'avérait conséquente, et même si le produit (de l'éditeur Ciril, NDLR) donnait globalement satisfaction, nous avons profité de l'occasion pour nous lancer dans une démarche Open Source". C'était il y a deux ans. François Raynaud, le DSI de la ville d'Arles (50 000 habitants) s'est vite tourné vers l'Adullact (www.adullact.org) pour rechercher des



appuis méthodologiques et des expériences à partager. Les échanges lui ont permis de s'orienter sur les bons composants, en particulier concernant la base de données (PostgreSQL), laquelle proposait suffisamment de fonctionnalités et de puissance par rapport aux besoins de l'application (qui supporte également MySQL et prochainement Oracle). Une première version d'OpenElec (site de présentation technique et de téléchargement www.openelec.org) a été testée avec succès lors des élections du référendum de 2005. Elle a depuis fait des émules, notamment chez ses voisins des Bouches-du-Rhône. Les informaticiens du conseil général sont en passe d'y adapter et d'y déployer une version en mode hébergé pour 80 communes du département.

"Ce premier essai est riche d'enseignements. D'abord, nous n'avons pas pris une application banale, c'est même une des plus stratégiques

avec la compta et la paie dans une collectivité. Et le fait est que dans l'établissement des listes, l'envoi des courriers, la rapidité de production des résultats, nous avons eu de très bonnes performances. La validité technique de l'Open Source est donc démontrée". Mais qu'en est-il de l'équation économique ? François Raynaud rappelle tout d'abord que sa DSI (15 personnes, avec la téléphonie) a une tradition de développement qui l'a avantagée dans son projet. La disponibilité d'informaticiens compétents a en effet permis d'établir le bon cahier des charges, de choisir les bonnes technologies, de dialoguer efficacement avec la SSII locale choisie pour former les équipes aux techniques d'analyse/conception (UML pour Unified Modeling Language) et à la base PostgreSQL.

Selon François Raynaud, et grâce à l'aide de stagiaires dans les moments clés du projet, le coût de développement total est voisin de celui d'une version d'un progiciel du marché, à savoir 30 000 euros (auxquels il convient d'ajouter environ 5 000 euros de coûts de maintenance annuels). Mais il ne faudrait pas s'arrêter là. Parmi les autres éléments à verser au crédit de la démarche, il y a la "réappropriation par la collectivité de ses métiers, qui ont tendance à disparaître quand ils sont cachés au cœur des progiciels des éditeurs". Le DSI d'Arles souligne en effet que le dialogue entre utilisateurs et informaticiens a permis non seulement de faciliter la prise en mains de l'outil, mais aussi d'ajouter des fonctions mieux adaptées aux pratiques quotidiennes des agents. "Et c'est une démarche qui se poursuit après la livraison du logiciel" ajoute-t-il.

Autre aspect à prendre en compte dans l'équation, l'intervention d'un prestataire extérieur local. L'existence même du projet a permis à une petite société de se "faire les



dents" sur ces technologies, puis de développer un savoir-faire qui l'autorise à offrir ses services à d'autres clients, soit autour d'OpenElec, soit, autour de la technologie. François Raynaud insiste au passage sur l'intérêt pour sa collectivité de "fixer" à proximité une compétence dont les tarifs devraient, grâce à la concurrence naturelle entre prestataires dans le monde de l'Open Source, rester compétitifs. "D'ailleurs, conclut-il, dans d'autres régions françaises, par exemple à Lyon et Strasbourg, plusieurs sociétés de service en logiciel libre (SSLL) ont déjà commencé à intervenir pour des prestations autour d'OpenElec". ■

